

Nathalie MAILLOT

Direction de la Solidarité
Direction Études, Finances
et Appuis de la Solidarité
Service de la Tarification des Établissements

ARRETE 2017 00238 DESI

Du

12 JUIL. 2017

portant fixation du prix de journée 2017
du Service d'Aides Educatives en Milieu Ouvert (AEMO) et d'Actions Educatives
Demandées (AED) de l'Association « APPUIS » à MULHOUSE

- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L. 314-1 et suivants et R. 314-1 à R. 314-117 relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux soumis à autorisation, ainsi que ses articles L. 351-1 à L. 351-8 et R. 351-1 à R. 351-41 relatifs au contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et notamment l'article 45 ;
- VU** le rapport et la délibération n°CD-2016-3-4-1 du 24 juin 2016 fixant les grands principes de tarification 2017 pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- VU** le rapport et la délibération n°CD-2016-5-4-1 du 2 décembre 2016 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour l'année 2017 ;
- VU** le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU** la délibération de la commission permanente du Conseil Général en date du 23 juin 2011 concernant les modalités de versement du prix de journée globalisé des établissements et des services pour l'Enfance en difficulté ;
- VU** la convention relative au versement du prix de journée globalisé des établissements et services de l'Enfance en difficulté intervenue en date du 25 juillet 2016 entre l'association « APPUIS » et le Département du Haut-Rhin ;
- VU** les propositions budgétaires formulées par l'Association « APPUIS » et la tenue de la procédure contradictoire prévue par les articles R. 314-21 et suivants du CASF ;
- SUR** proposition du Directeur Général des Services du Département ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Pour l'exercice budgétaire 2017, les dépenses et les recettes prévisionnelles des services AEMO et AED sont autorisées comme suit :

Dépenses afférentes à l'exploitation courante (Groupe I)	49 461 €
Dépenses afférentes au personnel (Groupe II)	714 681 €
Dépenses afférentes à la structure (Groupe III)	132 039 €
<i>Incorporation du résultat (déficit)</i>	0 €
Total Dépenses (classe 6)	896 181 €
Produits de tarification (Groupe I)	894 181 €
Autres produits relatifs à l'exploitation (Groupe II)	2 000 €
Produits financiers et produits non encaissables (Groupe III)	0 €
<i>Incorporation du résultat (excédent)</i>	0 €
Reprises (réserve de Compensation d'amortissements / déficits, financement de mesures d'exploitation non reproductibles)	0 €
Total Recettes (classe 7)	896 181 €

ARTICLE 2 :

La dotation globalisée des prix de journée à la charge du Département du Haut-Rhin est fixée pour l'année **2017 à 894 181 €**.

Les prix de journée sont fixés comme suit à compter du **1^{er} septembre 2017** :

Type de prestation	Prix de journée
Mesures classiques	7,89 €
Mesures renforcées	31,76 €

ARTICLE 3 :

Le prix de journée applicable au 1er septembre 2017 inclut le rattrapage de l'application des prix de journée en vigueur depuis le 1er janvier 2017 dans l'attente de la fixation des nouveaux tarifs.

ARTICLE 4 :

Dans l'attente de la notification des tarifs au titre de 2018, les prix de journée applicables à compter du **1^{er} janvier 2018** sont fixés à :

Type de prestation	Prix de journée
Mesures classiques	7,42 €
Mesures renforcées	31,80 €

ARTICLE 5 :

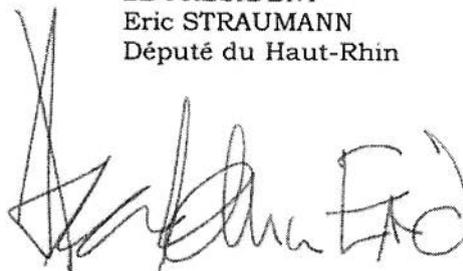
La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée, de sa notification.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Madame la Directrice de la Solidarité sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

LE PRESIDENT
Eric STRAUMANN
Député du Haut-Rhin

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Eric Straumann', is written over a horizontal line. The signature is stylized and cursive.